

Conclusion

*Un espace relégué,
mais un espace d'autonomie...*

Plus qu'un problème de mots, le statut, « périphérique » ou non, des campagnes en déclin est avant tout une question de point de vue. Pour les uns, qui ont au moins en commun de ne pas y résider, elles constituent des « coins paumés », loin de tout et sans intérêt. Pour les autres, qui en sont originaires et qui y habitent, c'est le seul espace qui leur permette de vivre comme ils l'entendent. Rappelons-nous des expressions telles que « ici, c'est la Corse sans la mer » ou « ici, tout le monde pense à peu près pareil ». Elles suggèrent bien pourquoi ces jeunes adultes – ouvriers, employés, chômeurs, parfois artisans ou agriculteurs – sont si attachés au fait de vivre dans des endroits paupérisés, abandonnés par les décideurs politiques qui, par ailleurs, ne se privent pas d'entonner le refrain de la « fracture territoriale ». Ceux et celles qui restent dans ces campagnes y trouvent en effet un cadre d'autonomie où les normes de comportement et les logiques de concurrence qui valent ailleurs – et rendraient leur style de vie désuet – ne pèsent pas lourd. Par exemple, on peut aller à la chasse sans se heurter à des néoruraux opposés à la pratique, bâtir ou rénover une maison à prix modique si on a les compétences et les « coups de main » nécessaires, se sentir systématiquement à sa place en entretenant des relations et des amitiés souvent intenses et solides, etc.

Au fur et à mesure que le déclin de ces zones rurales s'accroît, l'homogénéité sociale de la population se renforce, tout comme le sentiment de passer « toujours après les autres ». Dans les cantons dépeuplés du Grand-Est, on valorise moins une identité culturelle ou un patrimoine commun que l'appartenance à un

groupe défini justement par ce qui semble séparer ses membres du « reste » du monde social. Souvenons-nous des propos de Vanessa, en ouverture de ce livre (« Qui va lire un bouquin qui parle de nous ? »). Il est désormais possible de comprendre le pouvoir fédérateur de cette conviction de ne pas compter aux yeux du pays, ou de ceux qui les gouvernent. L'avenir des cantons dépeuplés paraît suspendu à des décisions qui, du jour au lendemain, semblent venir d'ailleurs, comme si elles « tombaient du ciel », à l'instar des délocalisations d'usines ou des fermetures d'hôpitaux, l'implantation d'un site de déchets nucléaires ou d'une nouvelle base militaire, etc. Toutes ces décisions peuvent bouleverser – dans l'indifférence générale – le destin des classes populaires installées loin des grandes villes, en leur redonnant (ou non) l'opportunité de trouver, comme on dit, une « bonne place », en obligeant (ou non) les nouvelles générations à partir faire leur vie ailleurs. Face à cette incertitude, la maîtrise d'un espace familial et la reconnaissance de « ceux d'ici », qui font toujours partie du « décor », ont une fonction rassurante. Parce qu'en dépit de leur position sociale objectivement dominée, dans leur grande majorité, les habitants de ces zones rurales sont malgré tout, dans leur vie quotidienne, considérés comme des personnes importantes, de qui on parle beaucoup, et qui, parfois, peuvent représenter de véritables modèles d'accomplissement locaux.

Voilà ce que révèlent plusieurs années à observer le quotidien et à écouter les récits des membres des différentes « bandes de potes » ou « clans » d'amis. Ces groupes de pairs constituent sans doute des petites institutions sélectives, affinitaires et solidaires, qui compensent ou atténuent l'obsolescence des cadres intégrateurs qui structuraient auparavant des sociabilités ancrées dans le système économique local. L'activité industrielle démantelée, dans les secteurs des manufactures textiles, des fonderies, des scieries, et ensuite de toutes les petites entités commerciales qui gravitaient autour, offrait à chaque groupe de pairs une forme de cohérence et de stabilité, mais aussi un moyen de cultiver des appartenances communes dont on pouvait se sentir « fier ». On était de tel ou tel village, il y avait des cafés et des bistrots,

des associations, une usine à deux pas. Jusqu'à la crise industrielle et la délocalisation progressive de tout ce qui dynamisait ces zones rurales, la vie pouvait se faire à portée de vélo ou de mobylette. Désormais, les jeunes adultes qui restent y vivre passent leur temps dans leur voiture, à parcourir les grands axes routiers au beau milieu des champs de betteraves ou de colza. C'est leur propre vie sociale qui se trouve ainsi délocalisée, et qui les conduit à aller d'un canton dépeuplé à un autre.

Pourtant, ils disent vouloir « rester ici », dans des villages et des bourgs situés loin des services et grandes infrastructures publics. Ils en font même une forme de fierté, quitte à se débrouiller par eux-mêmes, ou plutôt avec l'aide des « vrais potes », sur qui « on peut compter » dans n'importe quelle occasion. Ces expressions suffisent à résumer toute l'économie amicale par laquelle ils ont été nombreux à avoir trouvé un emploi et fondé un foyer. Ces « vrais » amis forment une catégorie privilégiée face à toutes celles et tous ceux que l'on est « bien obligé de croiser » mais de qui on ne sent pas proche. C'est dans l'entre-soi protecteur et gratifiant du « clan » que peut être ainsi valorisée une conscience collective qui n'est plus assise sur l'appartenance à un « nous » large et fédérateur, mais sur un « déjà, nous », plus restreint et sélectif qu'auparavant.

Dans l'escarcelle de l'extrême droite ?

L'expression « déjà, nous » rappelle comment celles et ceux qui restent se heurtent à de nombreux obstacles structurels mettant à mal les valeurs de solidarité et d'hédonisme auxquelles tous se sentent attachés. Dans les campagnes en déclin, sur ce marché du travail structurellement atone, quelques places se libèrent ici et là, au compte-gouttes, pour remplacer des départs en retraite. Elles offrent alors l'occasion aux plus jeunes de constater que leurs aînés ont « mieux vécu » qu'eux. C'est la logique du « piston » qui peut décider des recrutements, attisant d'autant plus les jalousies et les rancunes entre des personnes qui se côtoient généralement depuis l'enfance. Paradoxalement, c'est en vivant dans ces espaces où prédominent (en nombre, du

moins) les classes populaires que celles et ceux qui en viennent ont les plus grandes difficultés à prendre conscience de leurs intérêts communs. Au quotidien, l'intense concurrence exacerbe les petites différences et leur confère une importance primordiale dans la fabrique – inégale – des reconnaissances tirées de l'appartenance à tel ou tel réseau de sociabilité.

Il faut ainsi prendre très au sérieux les effets sociaux de cette conflictualité latente entre ceux qui « s'en sortent » (plus ou moins bien) et les « autres ». Dans les classes populaires rurales, les travailleurs précaires sont les premiers touchés par le retrait de l'État et par l'isolement géographique, en dépit des grandes annonces qui reviennent périodiquement sur le « désenclavement nécessaire de nos campagnes ». Ils se retrouvent ainsi prisonniers d'une *autochtonie de la précarité* laissant peu de perspectives d'avenir. De leur côté, les travailleurs les plus stables n'ont de cesse de vouloir se différencier de ces groupes paupérisés et, en premier lieu, des « perdus » tombés dans différentes formes d'addictions déviantes, comme la consommation d'héroïne. Le fait que les espaces ruraux ne soient pas divisés en quartiers, comme dans les grandes villes, oblige les habitants à se fréquenter *a minima*, à « faire société » les uns avec les autres malgré tout ce qui les sépare socialement. Mais, dès lors, les confrontations peuvent être plus violentes que dans des configurations urbaines où l'évitement est plus aisé. À mesure que le chômage et la précarité s'imposent, les figures de l'« assisté » et du « cas social » prennent de l'importance, au point de devenir des insultes courantes. Et plus le travail se fait rare, plus celles et ceux qui n'en ont pas sont relégués du côté de « ceux qui ne valent rien ». La probabilité et la violence des « mises à l'écart » ne sont que la conséquence, logique après tout, de l'entretien des solidarités entre ceux qui « font passer les potes avant tout » et qui disent sans complexe penser « déjà à nous ». On comprend mieux, dès lors, le succès de tous les discours politiques qui tentent de tirer profit de ces évolutions pour enfermer ce « nous » dans une lecture strictement ethniciste, compatible avec les vieux slogans nationalistes (« Les Français d'abord ») qui ne sont pourtant pas au fondement de cette quête d'un entre-soi social.

Les vies des uns et des autres semblent ainsi de plus en plus imprégnées – certains diraient même gangrenées – de la conflictualité permanente de leur monde proche et, par extrapolation, du monde tout court. Les solidarités entre amis, alimentées par la conscience de partager une communauté d'intérêts, sont d'autant plus fortes qu'elles se trouvent confirmées par un sentiment d'être opposés à d'autres, qui plus est dans des espaces où le manque de ressources attise la méfiance pour toute forme d'entraide inconditionnelle. Une telle situation fragilise les alliances entre celles et ceux qui sont objectivement les plus proches dans l'espace social : de fait, l'une des stratégies possibles pour des employés et ouvriers stables peut consister à intégrer les mêmes groupes d'amis que des artisans, des commerçants ou des petits patrons, jusqu'à devenir soi-même autoentrepreneur et ne fréquenter que ceux avec qui l'on ne risque pas de se retrouver en concurrence. Repensons ici à la forte injonction à « ne pas être des bisounours », répétée par plusieurs jeunes hommes et femmes pour justifier leurs changements de fréquentations.

Sans doute faut-il nuancer ces constats, en rappelant que l'état de conflictualité permanente a toujours caractérisé les classes populaires, rurales comme urbaines. Face au « nous », il y avait nécessairement un « eux », dans une vision du monde qui reliait la réalité quotidienne à des enjeux plus globaux de représentation de la société et de mobilisation politique. Autrefois, cependant, ces manières de se situer auraient probablement été captées, sinon produites, par des partis et des syndicats de gauche. Or, aujourd'hui, dans les campagnes en déclin, elles tendent à tomber dans l'escarcelle d'une extrême droite qui n'a peut-être même pas eu à faire consciemment le rapprochement entre ses vieux discours et ces tendances plus récentes. On comprend d'autant mieux les enquêtes qui s'affirment sans complexe « être FN » ou « 100 % Le Pen », tout en valorisant le « déjà, nous ». Cette vision du monde s'accorde ainsi à un contexte historique marqué par un creusement des inégalités, enterrant de plus en plus les possibilités d'une alliance de classe entre (et avec) ceux qui restent.

Mais l'aller-retour entre contexte local et global permet de rompre avec les discours surplombants les plus alarmistes. Bien sûr, il est impossible d'ignorer la facilité à passer du « déjà, nous » au « les Français d'abord ». Les discours ethnistes ou racistes ont largement imprégné les milieux populaires ruraux, où par ailleurs la fierté d'être français a toujours constitué, indépendamment de l'orientation politique, une manière de se rattacher à une histoire valorisante, dans laquelle le critère de la naissance ou de la descendance joue à plein. Cependant, des proximités entre lesdits « petits Blancs » et les autres s'observent au sein même des groupes les plus sélectifs et solidaires que sont les « clans » d'amis. Dans ces espaces relégués, les uns et les autres sont amenés, par la force des choses, à grandir puis travailler ensemble ; et parfois à se considérer comme des « vrais potes », quitte à manœuvrer entre ces contradictions lorsque l'on est, comme Émilien, porteur d'un discours d'extrême droite mais ami de fils d'immigrés maghrébins.

Vers un « Trump français » ?

Quittons le Grand-Est français pour les États-Unis où la question des clivages politiques entre les groupes sociaux est souvent pensée à l'aune des spécificités locales, d'un État à un autre – ou même d'une ville, voire d'un quartier, à l'autre... L'essayiste Thomas Franck l'a bien montré dans son ouvrage (devenu un best-seller outre-Atlantique) *What's the Matter with Kansas ?* (2004), littéralement « C'est quoi le problème avec le Kansas ? », lequel posait la question du vote conservateur dans les États à la fois ruraux et majoritairement *working class*. Les commentateurs de l'élection de Donald Trump, en 2016, ont pointé après coup la responsabilité de cette *white working class* réputée « aliénée » pour avoir voté en faveur d'un candidat milliardaire qui a osé déclarer lors d'un meeting : « D'une certaine façon, je me considère comme un ouvrier¹. » Il est

1 Cette citation est rapportée par Zeke Miller, « Donald Trump takes the "schackles" off », *Time Magazine*, 11 octobre 2016.

clair qu'un ouvrier de la *Middle America* est objectivement à l'autre bout de l'espace social par rapport à un milliardaire, et aux antipodes d'un héritier comme Trump. Néanmoins, force est de constater que ce type d'imposture politique triomphe électoralement en mobilisant une prétendue culture commune fondée ici sur la couleur de peau et l'attachement à un style de vie « authentique » qui subsisterait loin des grandes villes.

Certes, aux États-Unis, l'état de délabrement des infrastructures publiques et l'abandon des populations rurales et pauvres sont bien plus marqués. En France, les inégalités interrégionales sont encore objectivement minimales, comparées à d'autres pays historiquement moins centralisés. Reste qu'en termes de vote les différences semblent de plus en plus accentuées, dans l'Hexagone, entre des terres d'extrême droite où celle-ci progresse sans cesse et des régions, rurales comme urbaines, qui maintiennent une adhésion aux partis de gouvernement et sont objectivement mieux dotées économiquement.

Certes, nous n'en sommes pas encore au stade où les ruraux endossent massivement une identité à part, comme celle du *redneck* outre-Atlantique, qui incline à performer l'image caricaturale d'une sorte de contre-société rurale. Il n'y a qu'à songer aux Gilets jaunes pour s'en convaincre. Ceux qui se sont de manière provocatrice appelés des « Gaulois réfractaires », reprenant à leur compte une expression péjorative à l'origine, qui résume bien la façon dont les dominants les perçoivent, ont au contraire demandé à être davantage au centre du processus démocratique. Bien qu'une partie importante d'entre eux, notamment dans les terres conservatrices, ont de longue date été séduits par l'extrême droite, ce ne sont pas les questions identitaires ou migratoires qui les ont mobilisés et leur ont permis de rester soudés dans le froid de l'hiver. Mais, au sein même du mouvement, les milieux populaires ruraux ne semblent pas avoir justement bénéficié de leur implication sur les « ronds-points » : presque tous les leaders qui ont émergé sont des militants urbains. La « classe objet » dont parlait Bourdieu il y a plus de quarante ans est-elle condamnée à le rester ? Ou bien les classes populaires rurales vont-elles enfin voir émerger en leur sein des porte-parole qui

seraient des « gens comme nous », pour reprendre une formule souvent entendue dans les rangs des Gilets jaunes ? Ce « bouquin qui parle de nous » qu'évoquait Vanessa pourrait contribuer, à son modeste niveau, à changer la donne.